

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/L/10**

23 juin 1995

(95-1696)

**Conseil du commerce des marchandises  
3 juillet 1995**

Original: anglais

## SRI LANKA - ETABLISSEMENT D'UNE NOUVELLE LISTE VI

### Prorogation de délai

La Mission permanente de Sri Lanka a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, en date 31 mai 1995.

J'ai l'honneur de rappeler à votre attention le fax du 22 mai 1995 que vous nous avez adressé au sujet de la question susmentionnée. En réponse à votre demande, je vous prie de bien vouloir trouver ci-après les renseignements factuels concernant la dérogation accordée à Sri Lanka:

1. Date de la dérogation initiale: 8 novembre 1988.<sup>1</sup>
2. Date de la présentation des documents en rapport avec la mise en application du SH: 12 janvier 1990.<sup>2</sup>
3. Nombre de prorogations accordées et date des décisions correspondantes: onze, à savoir 24 juillet 1989, 16 juillet 1990, 7 décembre 1990, 1er juillet 1991, 4 décembre 1991, 20 juillet 1992, 3 décembre 1992, 19 juillet 1993, 17 janvier 1994, 21 juillet 1994, 9 décembre 1994.
4. Nombre de pays avec lesquels des négociations au titre de l'article XXVIII ont été engagées: quatre (Australie, Nouvelle-Zélande, Etats-Unis et Union européenne).
5. Nombre de pays avec lesquels des négociations au titre de l'article XXVIII ont été achevées: aucun.
6. Etat d'avancement des négociations en cours au titre de l'article XXVIII et description générale des éventuels problèmes: les négociations menées avec la Nouvelle-Zélande devraient s'achever d'ici quelques semaines. En ce qui concerne les négociations avec l'UE, nous attendons les réponses des autorités pour terminer le processus. Des négociations complémentaires sont en cours avec l'Australie. Des négociations additionnelles doivent avoir lieu avec les Etats-Unis.

./.

---

<sup>1</sup>IBDD, S35/23.

<sup>2</sup>SECRET/HS/26.

7. Perspectives d'aboutissement de la procédure: à en juger par la bonne marche des négociations et compte tenu du fait que de nouveaux progrès vont être réalisés sous peu, il semble que le processus de négociation puisse être mené à terme d'ici un ou deux mois au plus, ce qui laisserait suffisamment de temps aux autorités respectives pour communiquer leurs réponses définitives.

Sri Lanka tient à assurer ses partenaires commerciaux que tout sera mis en oeuvre pour achever ces négociations dans les deux prochains mois, voire plus tôt. Compte tenu des circonstances ci-dessus, le gouvernement sri lankais demande que l'exemption des obligations qui lui incombent au titre de l'article II de l'Accord général soit de nouveau reconduite, jusqu'au 31 décembre 1995.